

L'évidence du nouveau parti anticapitaliste

jeudi 6 mars 2008, par [DIVÈS Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : février 2008).

C'est à une majorité aussi large qu'inhabituelle - 83 % - que le 17^e congrès de la LCR, réuni du 24 au 27 janvier à Saint-Denis, a décidé de lancer le processus constituant d'un nouveau parti anticapitaliste, « *un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société c'est-à-dire la fin du capitalisme, de la propriété privée des principaux moyens de production, du pillage de la planète et de la destruction de la nature (...) un parti pour inventer le socialisme du XXI^e siècle* ».

D'ici environ un an, la LCR devrait donc tenir un nouveau congrès, ayant à l'ordre du jour sa dissolution et la transmission de l'ensemble de ses moyens au nouveau parti, lequel devrait être fondé dans la foulée.

Il peut paraître surprenant qu'une décision a priori si difficile à prendre, puisque mettant en cause l'existence même de l'organisation politique qui la fait sienne, ait été adoptée aussi aisément et après un temps de réflexion somme toute aussi court, sept mois à peine après que la proposition initiale ait été lancée (par la direction nationale des 30 juin et 1^{er} juillet 2007). Comment donc l'évidence du nouveau parti anticapitaliste s'est-elle ainsi imposée, au rebours de toutes les tendances « naturelles » au conservatisme d'organisation ?

Sommaire

- [Une réponse adaptée à la \(...\)](#)
- [Une situation propice](#)
- [Les leçons de l'automne](#)
- [Un débat tranché dans les \(...\)](#)
- [Vous avez dit « révolutionnaire](#)
- [Problèmes du processus constit](#)
- [Le rôle décisif de la jeunesse](#)
- [Sur les rails](#)

Une réponse adaptée à la période

Un premier niveau de réponse est que, pour des révolutionnaires qui ne veulent pas se contenter de faire de la propagande depuis une position d'éternels minoritaires, et qui n'entendent pas non plus jouer les mouches du coche d'appareils réformistes sans réformes toujours plus en crise car toujours plus éloignés des aspirations populaires [1], cette réponse correspond aux coordonnées générales de la période politique que le mouvement des travailleurs traverse depuis la fin de l'URSS et le déploiement de la mondialisation capitaliste.

On le sait, le courant *Avanti !* s'était précisément constitué sur la base de la nécessité pour la LCR d'engager un tournant de ce type. Son texte de fondation n'ayant rien perdu de son actualité, on peut commencer par en rappeler la conclusion :

« La crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'abandon du terrain de la classe ouvrière par les partis traditionnels ouvrent un espace pour un nouveau parti qui défende les travailleurs jusqu'au bout. De ce fait, les marxistes révolutionnaires ne sont plus condamnés à être une minorité. L'espace existe et les forces existent pour créer un nouveau parti de travailleurs à vocation de masse, pour la révolution et le socialisme, un parti qui serait anticapitaliste, féministe, écologiste et internationaliste.

« Mais pour cela, il faut faire preuve d'une capacité d'initiative et d'une audace qui nous ont jusqu'ici largement manqué. Les forces pour un nouveau parti existent de façon dispersée : dans les organisations d'extrême gauche, y compris le courant libertaire, dans le PC, le PS, les Verts, dans les syndicats, dans le mouvement altermondialisation, dans les nouveaux mouvements sociaux et les associations. Avant tout, ces forces sont celles des trois millions d'hommes et de femmes qui ont apporté leurs voix à l'extrême gauche lors de l'élection présidentielle.

« Sur cette base, la LCR connaît actuellement un fort mouvement d'adhésion, mais qui reste et restera néanmoins très en deçà de celui que pourrait susciter un nouveau parti anticapitaliste. La Ligue a une place unique, en tant que seule force politique nationale défendant la nécessité d'un nouveau parti. De ce fait, elle porte une lourde responsabilité. Relever le défi implique de transformer et d'ouvrir la Ligue elle-même, mais aussi de se montrer capable de rassembler des forces issues d'autres traditions.

« Un nouveau parti plus large que la LCR n'implique aucune dilution politique. Au contraire, seul un parti audacieusement anticapitaliste et clairement démarqué de l'ex-gauche plurielle pourra rassembler ceux qui se détournent de cette gauche faillie. De plus, la participation de travailleurs, de militants provenant d'autres traditions nous aidera à élaborer le programme dont le mouvement ouvrier a besoin, tout comme à dépasser certains défauts hérités de notre histoire. » [2]

Lors du précédent congrès de la LCR, la plateforme 5 (formée à l'initiative du courant [Avanti !](#)) avait développé les raisons de fond justifiant le lancement d'un tel type de parti, et montré comment elles déterminaient en même temps ce que devraient être ses contours programmatiques et politiques :

« La "nouvelle force anticapitaliste", nouveau parti large se donnant pour but le renversement du capitalisme, luttant pour le socialisme en indépendance et en opposition à toute force bourgeoise, à toute politique et coalition de collaboration de classes, est une médiation nécessaire vers un parti révolutionnaire de masse. Cette nécessité résulte des conditions dans lesquelles, après la chute du stalinisme et face à la mondialisation capitaliste et impérialiste, le mouvement ouvrier et social doit reconstruire ses organisations et ses perspectives d'émancipation sociale.

« Parce que la perspective du socialisme n'est plus présente à une échelle de masse, parce qu'elle est précisément à réhabiliter, l'axe de la reconstruction politique du mouvement ouvrier ne porte pas aujourd'hui sur les moyens – réforme ou révolution – de parvenir au socialisme. Sans doute, au fur et à mesure que les travailleurs et les opprimés élèveront le niveau des affrontements de classe et se réapproprient les bannières du socialisme, cette opposition ressurgira avec force. Mais pour l'instant et pour une étape dont nous ne pouvons prévoir la durée, la principale ligne de démarcation parmi les courants qui affirment se situer dans le camp des exploités est autre. Elle sépare ceux qui comprennent que pour défaire le libéralisme il faut s'attaquer au capitalisme, et ceux qui ne se proposent que d'aménager ce système dans un sens "anti-néolibéral".

« Le néolibéralisme étant devenu la forme capitaliste absolument hégémonique à l'échelle planétaire, prétendre lutter contre lui sans remettre en cause le capitalisme est une pure illusion, sinon une tromperie. Venant d'appareils et de courants intégrés à l'appareil d'Etat bourgeois ou à ses marges, une telle stratégie exprime la recherche permanente des compromis qui caractérisait déjà le vieux réformisme et qui mène invariablement à la capitulation.

« Le fait que la nouvelle force anticapitaliste ne se fondera pas sur la défense de la révolution (c'est-à-dire le renversement de l'Etat bourgeois par la force et son remplacement par le nouveau pouvoir de classe que Marx appelait "la dictature révolutionnaire du prolétariat") ne signifie pas qu'elle ne s'opposera pas radicalement à la politique des appareils réformistes. Cette opposition sera

immédiate sur des questions telles que l'indépendance ou la collaboration de classe, la priorité aux luttes ou aux élections, la remise en cause ou le respect des institutions bourgeoises, l'auto-organisation ou la subordination aux structures bureaucratiques du mouvement ouvrier.

« En ce sens, on peut dire que ce nouveau parti de lutte de classe, démocratique et internationaliste, féministe et écologiste, sera doté d'un programme "révolutionnaire non achevé" : il laissera ouvertes une série de déterminations qui seront précisées au fur et à mesure que l'expérience des luttes le rendra nécessaire et en même temps plus accessible. Dans tous les cas, ce parti doit être un instrument de lutte pour le pouvoir des travailleurs, et pas un candidat de plus à la gestion des affaires de la bourgeoisie. » [3]

Une situation propice

Mais bien sûr, il ne suffit pas qu'une proposition d'orientation soit juste, encore faut-il qu'elle soit largement perçue comme telle. C'est au cours de l'année 2007 que ce basculement s'est opéré dans la LCR. Les élections présidentielles ont alors joué un rôle, à la fois, de révélateur et de déclencheur. Par-delà les effets du vote utile, la campagne de Ségolène Royal et du PS a mis en évidence l'ampleur de l'évolution à droite de l'ex-social-démocratie, et le gouffre qui la sépare désormais des classes populaires. Les courants de gauche restés à des degrés divers dépendants du PS - verts (Voynet), post-staliniens (Buffet) et autres antilibéraux inconséquents (Bové) - ont subi un échec sérieux, comme cela a aussi été le cas de ceux des courants d'extrême gauche qui perpétuent des discours et pratiques d'un autre âge. A l'inverse, les propositions de la LCR développées dans la campagne d'Olivier Besancenot ont rencontré un écho croissant.

Cet écho ne s'est cependant traduit que partiellement dans le résultat électoral (combien de camarades proches, y compris parmi des nouveaux adhérents de la LCR, nous ont déclaré avoir cédé le 22 avril à la pression du « vote utile »...), et encore plus partiellement en termes de renforcement de notre organisation. Pourtant, la LCR et son porte-parole continuent de plus en plus d'apparaître à une échelle de masse comme les principaux, si ce n'est les seuls, représentants politiques d'une « vraie gauche ». Dès lors, sous peine de reculer (à l'instar de Lutte ouvrière après 1995) au lieu de faire un bond en avant, la nécessité de traduire cette influence dans un nouveau projet politique, nous permettant de converger avec de très nombreux travailleurs et militants qui ne sont pas ni ne se transformeront à court terme en des révolutionnaires marxistes, devenait incontournable. Cela a été d'autant plus ressenti que l'espace politique qui est désormais ouvert en grand s'exprime autant et même davantage dans les luttes. On l'a vu très clairement en octobre et novembre derniers, lors de la première grande bataille contre Sarkozy, quand les salariés et les jeunes ont massivement constaté que la gauche traditionnelle, politique et syndicale, restait aux abonnés absents.

Les leçons de l'automne

Parce qu'ils étaient d'accord avec le fond des contre-réformes gouvernementales - comme beaucoup d'entre eux l'ont alors exprimé ouvertement -, les dirigeants du PS n'ont critiqué que la forme, la « méthode » de Sarkozy. Parmi les nombreuses autres déclarations de même type que l'on pouvait lire ou entendre, citons par exemple celle-ci, particulièrement significative : « *Ségolène Royal a demandé de "ne pas gâcher cette bonne réforme" qu'est l'autonomie des universités* » [4].

Le même type de phénomène a été observé au niveau des appareils syndicaux. Comme les dirigeants de l'UNEF l'avaient fait dès l'été pour la contre-réforme des universités, les directions des confédérations syndicales, CGT en tête, ont négocié avec le gouvernement l'application du plan de suppression des régimes spéciaux de retraite.

Un nouveau partenariat s'est ainsi formé au grand jour entre l'équipe Thibault et le gouvernement.

Le secrétaire général de la CGT a adopté la posture inédite consistant à tenter d'empêcher une grève... avant même qu'elle n'ait commencé. Et lorsqu'il est apparu que la pression des salariés était trop forte pour le mouvement s'éteigne rapidement, le pouvoir a mis en scène les concessions qu'il a accordées aux grévistes (sans mettre en cause le cœur de la contre-réforme), de telle façon que la direction CGT puisse s'en prévaloir comme d'un succès qui lui était imputable. « *Il faut sauver le soldat Thibault* », déclarait alors Sarkozy à son entourage [5]. En 1995, Thibault et la confédération CGT avaient soutenu la grève victorieuse des cheminots en défense de leur système de retraite. La différence avec 2007 saute aux yeux.

Il faut prendre toute la mesure de cette évolution. Avant, les directions syndicales réformistes et bureaucratiques s'opposaient aux mesures de destruction des acquis sociaux. A un niveau élémentaire, elles défendaient les revendications des travailleurs, et elles organisaient sur cette base certaines mobilisations. C'est en faisant obstacle à l'auto-organisation, en orchestrant des manœuvres de division, en épuisant la combativité dans des journées d'action à répétition et sans perspectives, en refusant d'élever le rapport de force au niveau nécessaire afin de gagner, en cherchant par tous les moyens à éviter que les luttes se centralisent et débouchent sur des confrontations politiques, qu'elles sabotaient les principaux mouvements de grève. En résumé, la trahison se manifestait fondamentalement sur le terrain des moyens.

Désormais, elle s'opère aussi en amont. Marchant dans les pas de la CFDT, la direction CGT coopère non seulement à l'application des contre-réformes, mais aussi à leur élaboration, à partir des « diagnostics partagés » au sein des multiples instances de « concertation » où elle s'acoquine au patronat et au gouvernement. Comme on l'a vu lors du mouvement de cet automne, cela peut la conduire jusqu'à s'opposer aux revendications et à la grève. Il s'agit d'un changement qualitatif. Cette double évolution – du PS comme de la direction CGT – a paralysé un PCF qui restait encore groggy après son KO de la présidentielle. Toutes tendances confondues, il s'est avéré incapable de se démarquer des prises de position de son allié politique dominant, ainsi que de la confédération syndicale qui avait longtemps fonctionné comme sa « courroie de transmission ». En conséquence, il est resté inaudible alors même qu'un secteur de la classe ouvrière et de la jeunesse engageait le combat contre Sarkozy.

C'est cet ensemble de facteurs – avec l'élément déterminant que représente l'opposition et la résistance maintenue de larges secteurs de la population – qui a produit cette situation amenant Libération [6] à titrer, à propos de la principale manifestation réalisée pendant le mouvement : « *La LCR, star du défilé. Face à une gauche atone, Besancenot occupe l'espace de la radicalité* ». Pour ceux d'entre nous qui ont milité ne serait-ce que quelques années au siècle dernier, ce siècle marqué par la puissance de ce que nous décrivions comme « *les grands appareils contre-révolutionnaires, staliniens et sociaux-démocrates, enkystés au sein du mouvement ouvrier* », cette nouvelle réalité dans les rapports de forces politiques à gauche représente un bouleversement véritablement « historique ».

Un débat tranché dans les faits

À cela s'ajoute désormais un autre fait politique : l'effondrement très rapide, plus rapide même que pour Chirac en 1995-96, de la popularité de Sarkozy et du soutien dont sa politique bénéficie au sein de la société.

Le mouvement de l'automne a tranché un débat latent depuis l'élection présidentielle : Sarkozy n'est fort que des renoncements de la gauche institutionnelle, la défaite de Royal n'était pas celle des travailleurs, elle n'exprimait ni ne présageait nul écrasement du monde du travail – quand bien même l'objectif de Sarkozy soit d'y parvenir, ce qui ne peut se faire à travers une élection et ne pourrait résulter que d'une défaite majeure, imposée sur le terrain des luttes et entraînant une démoralisation profonde.

La politique de Sarkozy, similaire à celle que les gouvernements néolibéraux de droite et de gauche

ont mise en œuvre partout ailleurs en Europe, est redoutable – il n’y a aucun doute à ce propos. Et personne ne nie non plus que les travailleurs, majoritairement déboussolés, souvent privés de tout instrument de combat collectif, se trouvent globalement dans une position très défensive, notamment au sein des entreprises. Mais Sarkozy n’a jamais été surpuissant. Contrairement à ce que certains attendaient, il n’a pas envoyé l’armée pour briser la grève des cheminots, il a négocié et fait une série de concessions après s’être mis d’accord avec Bernard Thibault. Ce n’est pas la même chose !

Comme le notait une tribune de la plateforme A (majoritaire) publiée dans [Rouge](#) [7] : « *le gouvernement et le patronat avancent évidemment dans l’application de leurs plans. Pour les stopper et pour pouvoir passer à la contre-offensive, il faudra une déferlante, ce mouvement d’ensemble qu’avec d’autres camarades nous travaillons précisément à construire. L’élément notable, c’est qu’ils n’ont pas réussi à isoler les grévistes, et qu’ils parviennent encore moins à imposer dans la société un consensus, même résigné, autour de l’offensive néolibérale.*

« Contrairement à ce qui avait pu se produire à d’autres moments, tout indique que les secteurs entrés en lutte ne sont pas assommés par un sentiment de défaite, ne subissent pas de démoralisation. La fierté d’avoir montré sa capacité de résistance, le développement d’une réflexion en profondeur sur les tenants et aboutissants de la situation, la révolte contre la politique des confédérations syndicales en particulier à la CGT, constituent des gages pour les mobilisations à venir. D’autant que Sarkozy commence à être pris au piège de sa démagogie sur le pouvoir d’achat, comme le mettent en évidence non seulement les sondages mais le développement d’une série de luttes dans les entreprises du privé. »

C’est à cette réalité que le « président bling-bling » se heurte désormais, à un point tel que paraissent même se réunir les éléments d’une crise politique [8]. Notons au passage que les rapports de forces fondamentaux restent donc toujours différents de ce qu’ils peuvent être dans une série de pays voisins ; par exemple l’Italie où Berlusconi, qui s’apprête à revenir au pouvoir, a réussi à se construire une base sociale relativement stable dans une partie des milieux populaires – contrairement à Sarkozy.

Pour nos perspectives de construction, cette réalité est tout sauf indifférente : c’est parce que les résistances et les aspirations à un autre monde sont vivantes dans de larges secteurs de la population – et que dans le même temps toute la vieille gauche leur tourne le dos – qu’un parti anticapitaliste de masse est possible.

Vous avez dit « révolutionnaire » ?

La pression de cette « réalité objective » n’est pas étrangère au fait que, lors du congrès, personne n’ait osé rejeter explicitement la nécessité de construire un nouveau parti anticapitaliste. Dès lors, le débat s’est déplacé sur les conditions d’émergence et les (autres) caractéristiques de ce parti à construire, notamment le fait de savoir s’il devrait ou non – et dans quelle mesure – être « révolutionnaire ».

Encore faut-il s’entendre sur le sens de ce terme, ce qui n’a rien d’évident si l’on en juge, par exemple, par ce texte de la fraction (maintenant exclue) de Lutte ouvrière : « *nous souhaitons que “l’appel pour constituer un nouveau parti” que la LCR propose de lancer à son congrès lève complètement le flou et soit sans ambiguïté un appel pour un parti révolutionnaire qui se donne explicitement comme but le renversement du régime capitaliste et l’instauration du pouvoir des travailleurs, et comme moyen l’intervention dans la lutte de classe* » [9].

On suppose que ces camarades sont maintenant pleinement rassurés ! En tout cas ils devraient l’être, jusque dans les détails. Il reste néanmoins que leur définition n’est pas celle d’un parti révolutionnaire mais d’un parti anticapitaliste, de lutte de classe pour le socialisme. Ce qui, dans notre tradition politique, définit le caractère révolutionnaire d’une organisation, c’est en effet bien plus que ce que décrit ce texte de la fraction de LO.

C'est d'abord la compréhension que les travailleurs doivent s'emparer du pouvoir d'État en détruisant les institutions la bourgeoisie (armée, police, justice, pouvoirs exécutif et législatif...) et en leur substituant à tous les niveaux leurs propres organisations de classe. C'est aussi, en application de la théorie de la révolution permanente, un programme pour la consolidation et l'approfondissement de la révolution après la prise du pouvoir, comme pour son extension et son développement à l'échelle européenne et internationale. Évidemment, un libertaire qui éludera la nécessité de s'emparer au niveau central du pouvoir d'État, un guévariste qui niera le rôle primordial de la classe ouvrière et de son autodétermination démocratique, ou encore un partisan de l'éclectisme acquis à l'idée qu'« *il n'y a plus de stratégie révolutionnaire* », pourront défendre différents types d'autres définitions mêlant allègrement les genres...

Mais en même temps, ce terme a une acception différente à une échelle de masse, tout particulièrement dans notre pays compte tenu de sa tradition, remontant à 1789, de... révolutions : à ce niveau-là, le révolutionnaire est le partisan (et aux yeux d'un nombre non négligeable, le partisan souvent légitime, ou en tout cas qui a été légitime à plusieurs reprises au long de notre histoire) d'un changement total, d'une transformation radicale de la société, réalisée fondamentalement à travers la mobilisation populaire.

En ce sens, le nouveau parti anticapitaliste sera naturellement révolutionnaire. En ce sens, et parce qu'il se situera sur le terrain de la lutte de classe, de l'indépendance de classe, du combat pour le socialisme, en développant un programme d'action (« plan d'urgence ») transitoire anticapitaliste. C'est ce contenu et ce profil qui ressortent clairement des thèses et de l'adresse votées par le congrès.

Un secteur interne de la plateforme A était cependant opposé à ce type de définition, correspondant au choix d'une construction politique qui soit effectivement « large ». Ces camarades ont présenté et défendu des amendements (obtenant un peu moins de 10 % des voix) qui visaient à amener le nouveau parti sur un profil et un programme largement similaires à ceux de la LCR.

Les deux plateformes minoritaires, B et C, se sont de leur côté saisi de l'expression (par ailleurs juste et appropriée), figurant dans l'adresse, de « *transformation révolutionnaire de la société* », pour tenter d'expliquer que le nouveau parti étant défini comme révolutionnaire, il ne pourrait être qu'une « *LCR bis* ». L'autre raison qui, selon elles, va concourir à un tel résultat, est le fait qu'un nouveau parti ne pourrait pas résulter de l'engagement militant d'une seule force politique nationale.

L'une et l'autre partageaient en réalité une même hostilité au projet en tant que tel, et notamment à son contenu authentiquement anticapitaliste, allant au-delà des confusions et ambivalences de l'antilibéralisme. La plateforme B (14 % des voix), animée par le courant « [Unir](#) » qui met son orientation en œuvre à travers le regroupement « [Maintenant à gauche](#) », parce que le nouveau parti qu'elle appelle de ses vœux devrait, à l'instar du Die Linke allemand, procéder d'une alliance avec des appareils ou bouts d'appareils de la vieille gauche, sur une orientation réformiste antilibérale. La plateforme C (moins de 3 % des voix), qui elle aussi applique son orientation, en participant à ce qu'il reste du [courant Bové](#), pour des raisons plus ou moins similaires auxquelles s'ajoutent de fortes réticences envers la « *forme-parti* ».

Problèmes du processus constituant

Même si le texte adopté sur ce point (« relevé de conclusions sur le processus constituant ») définit un cadre d'intervention approprié, une faiblesse du congrès aura été le peu d'échanges que cette question a suscité. L'explication réside certainement dans le fait que les expériences de construction étaient encore limitées, seules deux d'entre elles, dans les Bouches-du-Rhône et à Mulhouse, étant alors suffisamment développées pour permettre de tirer certaines conclusions ; limite regrettable mais explicable, puisque l'engagement plein et entier de la LCR dans le processus constituant était justement soumis à la décision de ce congrès.

Cela étant, il y a une contradiction réelle entre l'énorme potentiel existant pour le nouveau parti, et le fait que la LCR soit, sauf rares exceptions locales, la seule force politique organisée capable d'agir pour que ce potentiel se matérialise. Dans une telle situation, ce que feront ou ne feront pas les sections de la LCR prend, va prendre une importance énorme. Or elles sont confrontées à deux exigences qui ne sont pas toujours faciles à concilier. D'un côté, il convient d'avancer sans trop tarder dans la mise en place des comités ou collectifs locaux, faute de quoi des attentes pourraient finir par être frustrées. Mais en même temps, il faut laisser le temps nécessaire, sur la base des premières initiatives de lancement, au développement d'un processus qui soit véritablement large et démocratique.

C'est dans ce cadre que se trouve posée la question des premières initiatives de centralisation, envisagées pour les mois d'avril et/ou juin. Certains camarades insistaient sur la nécessité de former très vite un collectif d'initiative nationale, afin que la centralisation du processus constituant ne repose plus sur la seule LCR. Pour d'autres, sans nier ce besoin, il faut veiller à ce que la mise en place des structures du nouveau parti, au niveau local, départemental et a fortiori national, corresponde à des développements qualitatifs réels.

Un camarade marseillais expliquait que la formation du collectif d'initiative départemental des Bouches-du-Rhône, qui regroupe une majorité de non membres de la LCR, dont beaucoup sont très représentatifs, avait nécessité trois mois d'efforts intensifs. Constituer et centraliser des collectifs du nouveau parti sans un travail préalable d'organisation mené suffisamment en profondeur, ce serait risquer de faire avorter le processus ou, à tout le moins, restreindre sa base de départ très en-deçà des possibilités. De même est-il important, pour ne pas étouffer le processus, que les militants de la LCR s'investissent progressivement dans les nouvelles structures, au fur et à mesure de leur développement.

À l'évidence, une série de nuances s'expriment sur ce terrain. Ainsi, si l'on considère le nouveau parti comme une sorte de transcroissance naturelle de la LCR, le structurer très vite ne présente pas d'inconvénient majeur, et peu importe même si le congrès de fondation ne réunit pas déjà des forces qualitativement supérieures à celles de la LCR – cela viendra après, en son temps. Pour d'autres (dont nous sommes), en revanche, le nouveau parti devra avoir d'emblée une réalité qualitativement supérieure à la nôtre, en regroupant bien au-delà de nos forces actuelles, justement parce que ce sera un parti large, anticapitaliste et non marxiste révolutionnaire – ce que, pour notre part, nous resterons en son sein.

Le rôle décisif de la jeunesse

L'autre débat important a concerné l'organisation, dans le cadre du nouveau parti, de l'intervention spécifique en direction de la jeunesse, et dans ce cadre le destin de l'actuelle organisation de jeunesse de la LCR, les JCR (Jeunesses communistes révolutionnaires).

Les limites des JCR sont aujourd'hui patentes. Alors que les propositions de la LCR rencontrent un écho particulier dans la jeunesse, les JCR sont une organisation comparativement plus restreinte et avec un recrutement moins large. En principe organisation de jeunesse « autonome », elles fonctionnent en réalité de façon indépendante de la LCR – sauf sur le plan matériel –, avec les inconvénients qui en résultent souvent en termes de manque de coordination. Combinée à d'autres facteurs, d'ordre interne, cette réalité a en outre débouché ces dernières années sur une division de notre travail « jeunes » entre d'une part les JCR, d'autre part des secteurs jeunes de la LCR. Faire ces constats n'empêche pas de reconnaître les mérites des JCR, notamment le rôle très positif qu'elles ont tenu ces dernières années à la direction ou codirection de toutes les grandes mobilisations de la jeunesse scolarisée – réforme des lycées, CPE, LRU.

C'est pour apporter à cette situation une solution positive que les directions nationales de la LCR et des JCR soumettaient au congrès une motion commune, prévoyant la réunification des jeunes de la LCR et des JCR dans le cadre du nouveau parti à venir, par la constitution en son sein d'un secteur

jeune autonome, disposant de ses propres structures et décidant souverainement de tout ce qui concerne spécifiquement le travail en direction de la jeunesse. Les JCR acceptant à cette occasion de renoncer à une organisation indépendante, il était logique qu'ils demandent des garanties quant à l'autonomie du futur secteur jeune. La motion répondait à cette préoccupation, ce qui lui donnait pour partie un caractère de « protocole de fusion », décrivant de façon assez précise ce que pourraient être les modalités d'organisation de ce futur secteur jeune autonome.

Les secteurs jeunes de la LCR n'étant pas structurés au niveau national, et n'ayant par conséquent d'autre direction que celle de toute la LCR, beaucoup de leurs membres se sont sentis frustrés face à ce qui leur est apparu comme une décision « imposée de l'extérieur ». Réaction compréhensible, et sur laquelle s'est parfois greffé un sentiment d'exaspération face à des pratiques jugées élitistes, marquées par les habitudes du mouvement étudiant. Le congrès a été secoué par l'intervention d'une jeune camarade, apprentie dans une ville de province, qui après avoir décrit la condition de la jeunesse ouvrière et populaire (« *chair à patrons* »), et insisté sur la nécessité de se tourner vers elle, a conclu par ces mots : « *et je m'excuse de le dire comme ça, mais un boulanger ou un coiffeur, ce n'est pas plus con qu'un étudiant en droit ou en sciences économiques* ».

Trois courants internes ont appelé à rejeter la motion « jeunes ». Leur principal argument avait le goût de l'évidence : on dit à juste titre que le processus constituant du nouveau parti doit être largement ouvert, ne pas préjuger des formes organisationnelles précises et se développer par en bas, mais quand il s'agit de la jeunesse on impose à travers ce texte un processus qui apparaît pratiquement « ficelé »... En réalité, les plateformes B et C s'opposaient là encore au nouveau parti, tandis que le courant Speb [10] (membre de la plateforme A) exprimait surtout son désaccord avec le principe de l'autonomie des jeunes – dans le nouveau parti comme dans la LCR.

Finalement, la motion a été adoptée par 63 % des délégués, 23 % votant contre. Pour convaincre la majorité des délégués, et parmi eux des jeunes, la direction de la plateforme A avait appelé à distinguer l'essentiel du secondaire. Si la motion présentait en effet des imperfections, elle permettait avant tout de réunifier notre intervention dans la jeunesse avant d'aborder la phase décisive du processus constituant. Les jeunes doivent jouer un rôle fondamental dans la construction du nouveau parti, c'est une condition de son succès. Ne pas résoudre aujourd'hui, alors que les conditions sont enfin réunies, la crise de notre intervention dans la jeunesse, en choisissant de la laisser en quelque sorte « en héritage » au nouveau parti, aurait donc constitué une très lourde erreur.

Sur les rails

Plusieurs initiatives pro-nouveau parti organisées après le congrès, qu'il s'agisse de meetings publics ou de réunions sur invitations, ont rencontré un succès impressionnant, et le même type d'intérêt peut s'observer dans le cadre de listes que la LCR a construites pour les élections municipales. Le train du nouveau parti est donc sur les rails. Le processus constituant posera une série de problèmes nouveaux, complexes et passionnants, tandis que des questions plus anciennes, mais non résolues, se réinviteront probablement. Si le projet réussit en prenant une réalité de masse, la nécessité d'une structuration propre des marxistes révolutionnaires, au sein d'un parti qui ne le sera pas, deviendra ainsi incontournable.

Des textes de l'ex-plateforme 5 ont été assez longuement cités au début de cet article. C'est qu'ils y étaient particulièrement appropriés pour aller, comme il se doit, « *du général au particulier* ». Il ne s'agit pas d'une revendication d'antériorité et, d'ailleurs, différents courants se retrouvant dans l'orientation majoritaire estiment que celle-ci vient confirmer la justesse de leurs prises de positions passées. Avant de conclure, il faut en tout cas rendre hommage aux dirigeants de la majorité (précédente) de la LCR [11], qui ont su franchir le Rubicon. Grâce au choix qu'ils ont fait après l'élection présidentielle, là où Lutte ouvrière a failli en 1995-96 (et l'OCI-PCI-PT bien avant elle), la LCR a réussi, va réussir à passer un test décisif.

Quant au courant [*Avanti !*](#), il est donc passé en quelques mois d'une situation de tendance minoritaire à celle de composante d'une nouvelle majorité interne « plurielle ».

Nécessairement, la question de son existence ou de ses formes d'existence se trouve donc posée. Ses membres se réuniront pour en discuter, dès que l'actuelle frénésie d'activités (la campagne des municipales s'ajoutant aux initiatives de lancement du nouveau parti, qui s'ajoutent elles-mêmes à l'intervention quotidienne) sera un peu retombée.

Notes

- [1] Ces deux attitudes en apparence très opposées n'ont cependant rien d'incompatible. En témoigne aujourd'hui, et de manière spectaculaire, l'évolution politique de Lutte Ouvrière, qui allie les proclamations de plus grande pureté « marxiste, léniniste, trotskyste » avec une pratique consistant à s'embarquer dans le fourgon de queue de l'union de la gauche sociale-libérale.
- [2] « [*Appel à la formation d'un courant*](#) », novembre 2002
- [3] « [*Projet de résolution politique pour le 16^e congrès de la LCR*](#) » présenté par la PF5, septembre 2005
- [4] [Journal Chrétien](#), 21/11/2007
- [5] « *Jours de grève à l'Elysée : les coulisses d'une grève qui fut un test politique* », Le Monde, 26 novembre 2007
- [6] [Libération](#) du 21/11/2007
- [7] [Rouge du 20/12/2007](#)
- [8] À côté de nombreuses autres expressions du discrédit et de l'isolement croissant de Sarkozy, une attention particulière doit sans doute être accordée au sens de « *l'appel du 14 février pour une vigilance républicaine* », contresigné entre autres par Villepin, Bayrou, Royal et Delanoë.
- [9] « *Ce que nous attendons du prochain congrès de la LCR* », article de Jacques Morand dans [Convergences révolutionnaires](#) n° 55 de janvier-février 2008
- [10] Socialisme par en bas, lié au SWP britannique et qui publie la revue Que Faire
- [11] Ceux que Philippe Corcuff, depuis un point de vue certes très différent du nôtre, appelle « *les aventuriers du post-trotskyisme* ». Voir son article « [La lumière aveuglante des médias et la jeune taupe anticapitaliste](#) »